



UNION NATIONALE DES SERVICES PUBLICS

ACTION du 30 JANVIER 2012

NON À L'AUSTÉRITÉ INJUSTE

L'UNSP N'ACCEPTE PAS les mesures d'austérité imposées à la Fonction publique et aux citoyens.

Le gouvernement ne semble pas entendre les revendications légitimes des citoyens
Les déclarations intempestives et inappropriées, notamment à l'égard des fonctionnaires, doivent prendre fin
et un véritable dialogue social doit s'installer avec les partenaires sociaux.

L'UNSP EXIGE :

- la restauration d'un **dialogue syndical** constructif et respectueux.
- une garantie de ne **pas toucher à l'index et autres mécanismes de liaison au bien-être**,
- **l'arrêt des attaques frontales vis-à-vis des pensions publiques et de la non-prise en considération de périodes assimilées** (une suppression qui pénalise très fortement les femmes).
OUI à une harmonisation à la hausse des pensions qui sont dans la **moyenne** européenne,
- **le maintien des mesures de fin de carrière**,
- **le maintien de l'emploi dans les services publics fédéraux et des entreprises publiques autonomes**.
OUI à l'investissement dans les services publics performants à l'attention du citoyen
- **plus de moyens en vue de lutter efficacement contre la fraude fiscale et sociale**,
- la **levée complète du secret bancaire**, la mise en place immédiate des 108 recommandations de la Commission d'enquête parlementaire ;
- **la suppression des cadeaux fiscaux injustifiés ;**
- **la taxation des dividendes et des produits de la spéculation.**

**EN CONCLUSION, L'UNSP SOUTIENT LE MOUVEMENT
DU LUNDI 30 JANVIER 2012.**

À chacun d'agir en conséquence...

Pour l'UNSP – Secteur Finances
Les Présidents fédéraux

François Goris

Aubry Mairiaux